

Luxembourg, 24 January 2018

A toutes les personnes qui souhaitent introduire une demande pour un agrément en tant qu'établissement de paiement pour la fourniture de services d'initiation de paiement, et /ou une demande d'enregistrement en tant qu'établissement de paiement pour la fourniture de services d'information sur les comptes

CIRCULAIRE CSSF 18/681

Concerne : Adoption des orientations de l'Autorité bancaire européenne sur les critères à utiliser pour déterminer le montant minimal de l'assurance de responsabilité civile professionnelle ou d'une autre garantie comparable au titre de l'article 5, paragraphe 4, de la directive (UE) 2015/2366¹ (EBA/GL/2017/08)

Mesdames, Messieurs,

L'objet de la présente circulaire est de porter à votre attention les orientations de l'Autorité bancaire européenne (« ABE »/ « EBA ») sur les critères à utiliser pour déterminer le montant minimal de l'assurance de responsabilité civile professionnelle ou d'une autre garantie comparable au titre de l'article 5, paragraphe 4, de la directive (UE) 2015/2366 (« PSD2 ») (les « Orientations »), que la CSSF entend respecter.

Ces Orientations précisent les critères et les indicateurs à utiliser pour déterminer le montant minimal de l'assurance de responsabilité civile professionnelle (ARCP) ou d'une autre garantie comparable à respecter en matière d'agrément et d'enregistrement au titre de la PSD2 et elles s'appliquent :

- aux demandeurs d'un agrément en tant qu'établissement de paiement pour la fourniture de services d'initiation de paiement
- aux demandeurs d'un enregistrement en tant qu'établissement de paiement pour la fourniture de services d'information sur les comptes

¹ Directive (UE) 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 2002/65/CE, 2009/110/CE et 2013/36/UE et le règlement (UE) no 1093/2010, et abrogeant la directive 2007/64/CE

- aux demandeurs d'un agrément en tant qu'établissement de paiement pour la fourniture de services d'initiation de paiement, ainsi que la fourniture de services d'information sur les comptes.

Les Orientations exposent également une formule servant à calculer le montant minimal de l'ARCP ou d'une garantie comparable.

Les Orientations sont annexées à la présente circulaire. Elles sont également disponibles sur le site de l'ABE/ EBA à l'adresse suivante :

Version française :

https://www.eba.europa.eu/documents/10180/1956339/Guidelines+on+PII+under+PSD2+%28EBA-GL-2017-08%29_FR.pdf/28257745-f134-40c1-b8f9-f5b4f00af007

Version anglaise :

https://www.eba.europa.eu/documents/10180/1956339/Guidelines+on+PII+under+PSD2+%28EBA-GL-2017-08%29_EN.pdf

Par la présente circulaire, la CSSF adopte les Orientations susmentionnées qui s'appliquent à compter du 13 janvier 2018. La présente circulaire entre en vigueur avec effet immédiat.

Veillez recevoir, Mesdames, Messieurs, l'assurance de nos sentiments distingués.

COMMISSION de SURVEILLANCE du SECTEUR FINANCIER



Jean-Pierre FABER
Directeur



Françoise KAUTHEN
Directeur



Claude SIMON
Directeur



Simone DELCOURT
Directeur



Claude MARX
Directeur général

Annexes : Orientations sur les critères à utiliser pour déterminer le montant minimal de l'assurance de responsabilité civile professionnelle ou d'une autre garantie comparable au titre de l'article 5, paragraphe 4, de la directive (UE) 2015/ 2366

Guidelines on the criteria on how to stipulate the minimum monetary amount of the professional indemnity insurance or other comparable guarantee under Article 5(4) of Directive (EU) 2015/2366

EBA/GL/2017/08

12/09/2017

Orientations

sur les critères à utiliser pour
déterminer le montant minimal de
l'assurance de responsabilité civile
professionnelle ou d'une autre garantie
comparable au titre de l'article 5,
paragraphe 4, de la directive (UE)
2015/2366

1. Obligations de conformité et de déclaration

Statut de ces orientations

1. Le présent document contient des orientations émises en vertu de l'article 16 du règlement (UE) n° 1093/2010¹. Conformément à l'article 16, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 1093/2010, les autorités compétentes et les établissements financiers mettent tout en œuvre pour respecter ces orientations.
2. Les orientations donnent l'avis de l'ABE sur des pratiques de surveillance appropriées au sein du système européen de surveillance financière ou sur les modalités d'application du droit de l'Union dans un domaine particulier. Les autorités compétentes, telles que définies à l'article 4, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1093/2010, qui sont soumises aux orientations, doivent les respecter en les intégrant dans leurs pratiques, s'il y a lieu (par exemple en modifiant leur cadre juridique ou leurs processus de surveillance), y compris lorsque les orientations s'adressent principalement à des établissements.

Obligations de déclaration

3. Conformément à l'article 16, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 1093/2010, les autorités compétentes doivent indiquer à l'ABE si elles respectent ou entendent respecter ces orientations, ou indiquer les raisons du non-respect des orientations, le cas échéant, avant le 13.11.2017. En l'absence d'une notification avant cette date, les autorités compétentes seront considérées par l'ABE comme n'ayant pas respecté les orientations. Les notifications sont à adresser à compliance@eba.europa.eu à l'aide du formulaire disponible sur le site internet de l'ABE et en indiquant en objet «EBA/GL/2017/08». Les notifications doivent être communiquées par des personnes dûment habilitées à rendre compte du respect des orientations au nom des autorités compétentes. Toute modification du statut de conformité avec les orientations doit être signalée à l'ABE.
4. Les notifications seront publiées sur le site internet de l'ABE, conformément à l'article 16, paragraphe 3.

¹ Règlement (UE) n° 1093/2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (l'Autorité bancaire européenne), modifiant la décision n° 716/2009/CE et abrogeant la décision 2009/78/CE de la Commission (JO L 331, 15.12.2010, p.12).

2. Objet, champ d'application et définitions

Objet et champ d'application

5. Les présentes orientations définissent les critères et les indicateurs à utiliser pour déterminer le montant minimal de l'assurance de responsabilité civile professionnelle (ARCP) ou autre garantie comparable dont doivent disposer les établissements qui sollicitent:
- i. un agrément pour fournir les services de paiement visés à l'annexe I, point 7 (services d'initiation de paiement, SIP) conformément à l'article 5, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil concernant les services de paiement dans le marché intérieur (PSD2);
 - ii. un enregistrement pour fournir les services de paiement visés à l'annexe I, point 8 (services d'information sur les comptes, SIC) conformément à l'article 5, paragraphe 3, de la PSD2;
 - iii. un agrément pour fournir les services de paiement visés à l'annexe I, points 7 et 8, de la PSD2.
6. Les orientations exposent également une formule servant à calculer le montant minimal de l'ARCP ou d'une garantie comparable.

Destinataires

7. Les présentes orientations sont destinées aux autorités compétentes telles que définies à l'article 4, paragraphe 2, point ii), du règlement (UE) n° 1093/2010 par référence à la PSD2.

Définitions

8. Sauf indication contraire, les termes employés et définis dans la PSD2 ont la même signification dans les orientations. En outre, aux fins des présentes orientations, les définitions suivantes s'appliquent:

Établissement	Un prestataire qui sollicite un agrément pour fournir les services de paiement visés à l'annexe I, point 7, de la PSD2, c'est-à-dire pour fournir des services d'initiation de paiement (SIP). Un prestataire qui sollicite l'enregistrement pour fournir les services de paiement visés à l'annexe I, point 8, de la PSD2, c'est-à-dire pour fournir des services d'information sur les comptes (SIC).
---------------	--

	Un prestataire qui sollicite un agrément pour fournir les services de paiement visés à l'annexe I, points 7 et 8, de la PSD2, c'est-à-dire pour fournir des services d'initiation de paiement (SIP) et des services d'information sur les comptes (SIC).
--	--

3. Mise en œuvre

Date d'entrée en vigueur

9. Les présentes orientations s'appliquent à compter du 13 janvier 2018.

4. Orientations sur les critères à utiliser pour déterminer le montant minimal de l'ARCP ou d'une autre garantie comparable

Orientation 1: Assurance de responsabilité civile professionnelle et garantie comparable

- 1.1 Les autorités compétentes devraient considérer l'ARCP et la garantie comparable comme s'excluant mutuellement et exiger des établissements qui sollicitent un agrément ou un enregistrement qu'ils disposent soit d'une ARCP soit d'une garantie comparable.
- 1.2 Les autorités compétentes devraient veiller à ce que l'ARCP ou la garantie comparable dont disposent les établissements, aux fins de l'article 5, paragraphes 2 et 3, de la PSD2, couvre l'engagement de leur responsabilité en ce qui concerne:
 - (a) dans le cas des établissements qui sollicitent un agrément pour fournir des SIP, les responsabilités visées aux articles 73, 89, 90 et 92 de la PSD2;
 - (b) dans le cas des établissements qui sollicitent un enregistrement pour fournir des SIC, les responsabilités vis-à-vis du prestataire de services de paiement gestionnaire du compte (PSPGC) ou de l'utilisateur de services de paiement à la suite d'un accès non autorisé ou frauduleux aux données des comptes de paiement ou d'une utilisation non autorisée ou frauduleuse de ces données;
 - (c) dans le cas des établissements qui sollicitent un agrément pour fournir des SIP et des SIC, les responsabilités visées aux points a) et b) de la présente orientation.
- 1.3 Les autorités compétentes devraient également veiller à ce que le montant minimal de l'ARCP ou de la garantie comparable couvre les coûts et dépenses engagés par les utilisateurs de services de paiement et les PSPGC qui demandent aux établissements de rembourser les pertes résultant d'une ou de plusieurs des responsabilités visées à l'article 5, paragraphes 2 et 3, de la PSD2.
- 1.4 Les autorités compétentes devraient veiller à ce que le montant minimal de l'ARCP ou de la garantie comparable permette aux établissements de faire face efficacement aux responsabilités liées à leurs activités, en vérifiant que l'ARCP ou la garantie comparable ne fasse l'objet d'aucune franchise ni d'aucun seuil susceptible de porter atteinte aux remboursements résultant des demandes de remboursement des utilisateurs de services

de paiement et des PSPGC, et qu'elle soit valable au moment où la responsabilité des établissements est engagée.

- 1.5 Les autorités compétentes devraient veiller à ce que le montant minimal de l'ARCP ou de la garantie comparable couvre les territoires où les établissements proposent ces services, quels que soient les pays où leurs utilisateurs sont établis ou le lieu où les services sont fournis.

Orientation 2: Critères et indicateurs

- 2.1 Lorsqu'elles déterminent le montant minimal de l'ARCP ou de la garantie comparable dont doivent disposer les établissements, les autorités compétentes devraient utiliser les critères et les indicateurs suivants:

a. le critère relatif au profil de risque:

- i. la valeur des demandes de remboursement, pour les responsabilités visées à l'article 5, paragraphes 2 et 3, de la PSD2, reçues par l'établissement;
- ii. le nombre d'opérations de paiement initiées par un établissement fournissant des SIP;
- iii. le nombre de comptes de paiement accessibles à un établissement fournissant des SIP;

b. le critère relatif au type d'activité:

- i. l'établissement fournit-il exclusivement des SIP ou des SIC, ou les deux?
- ii. l'établissement fournit-il d'autres services de paiement visés à l'annexe I du PSD2?
- iii. l'établissement exerce-t-il des activités autres que les services de paiement?

c. le critère relatif au volume de l'activité:

- i. pour les établissements fournissant des SIP, la valeur des opérations initiées;
- ii. pour les établissements fournissant des SIC, le nombre de clients qui ont recours aux SIC;

- d. le critère relatif à la garantie comparable:
 - i. les caractéristiques spécifiques de la garantie comparable;
 - ii. les éléments déclenchant la mise en œuvre de la garantie comparable.

Orientation 3: Formule

3.1 Pour calculer le montant minimal de l'ARCP ou de la garantie comparable dont doivent disposer les établissements, les autorités compétentes devraient utiliser la formule suivante:

$$\begin{array}{l}
 \text{Montant minimal de} \\
 \text{l'ARCP} \\
 \text{ou de la garantie} \\
 \text{comparable}
 \end{array}
 =
 \begin{array}{l}
 \text{Montant} \\
 \text{reflétant le} \\
 \text{critère relatif au} \\
 \text{profil de risque}
 \end{array}
 +
 \begin{array}{l}
 \text{Montant} \\
 \text{reflétant le} \\
 \text{critère relatif au} \\
 \text{type d'activité}
 \end{array}
 +
 \begin{array}{l}
 \text{Montant reflétant le} \\
 \text{critère relatif au} \\
 \text{volume de l'activité}
 \end{array}$$

- 3.2 Pour calculer le montant minimal de l'ARCP ou de la garantie comparable, les autorités compétentes devraient compléter les indicateurs de chaque critère par les valeurs pertinentes précisées dans les orientations 5 à 7, calculer le montant reflétant chaque critère séparément en additionnant les montants calculés pour les indicateurs, et additionner dans la formule les montants ainsi obtenus.
- 3.3 Les valeurs figurant dans les présentes orientations sont exprimées en euros. Dans les États membres où la devise officielle n'est pas l'euro, les autorités compétentes peuvent convertir les montants reflétant les critères dans la devise nationale équivalente.
- 3.4 Le montant minimal de l'ARCP ou de la garantie comparable calculé par les autorités compétentes, et, partant, par les établissements qui sollicitent un agrément ou un enregistrement, devrait être indiqué sous la forme d'un montant annuel.

Orientation 4: Publication

- 4.1 Les autorités compétentes devraient rendre les critères, les indicateurs et la formule accessibles au public dans leur juridiction, afin de permettre aux établissements de calculer le montant minimal de l'ARCP ou de la garantie comparable avant de solliciter un agrément ou un enregistrement.

Orientation 5: Calcul du critère relatif au profil de risque

Valeur des demandes de remboursement reçues

- 5.1 Lorsqu'elles calculent la valeur de l'indicateur «demandes de remboursement reçues», les autorités compétentes devraient utiliser la valeur agrégée de toutes les demandes de

remboursement effectuées par les utilisateurs de services de paiement de l'établissement et par les PSPGC, dans les 12 mois calendaires précédents, pour les pertes résultant d'une ou de plusieurs des responsabilités visées à l'article 5, paragraphes 2 et 3, de la PSD2.

- 5.2 Si aucune demande de remboursement n'a été adressée à l'établissement dans les 12 mois précédents, les autorités compétentes devraient fixer la valeur de cet indicateur à 0 dans la formule.
- 5.3 Pour les établissements qui n'ont, à aucun moment, proposé ces services au cours des 12 mois précédents, les autorités compétentes devraient utiliser la valeur agrégée de toutes les demandes de remboursement prévues par l'établissement aux fins de sa demande d'agrément/d'enregistrement.
- 5.4 Si l'établissement ne fournit aucune prévision concernant les demandes de remboursement, ou si le montant résultant de l'application de la valeur totale prévue des demandes de remboursement est inférieur à 50 000 EUR, les autorités compétentes devraient fixer la valeur de cet indicateur à 50 000 dans la formule.

Nombre d'opérations de paiement initiées par des établissements fournissant des SIP

- 5.5 Les autorités compétentes devraient calculer la valeur de l'indicateur «nombre d'opérations de paiement initiées» comme la somme des éléments suivants, où N représente le nombre d'opérations de paiement initiées par l'établissement au cours des 12 mois précédents:
 - (a) 40 % de la tranche de N allant jusqu'à et incluant 10 000 paiements initiés;
plus
 - (b) 25 % de la tranche de N supérieure à 10 000 paiements initiés allant jusqu'à et incluant 100 000 paiements initiés;
plus
 - (c) 10 % de la tranche de N supérieure à 100 000 paiements initiés allant jusqu'à et incluant 1 million de paiements initiés;
plus
 - (d) 5 % de la tranche de N supérieure à 1 million de paiements initiés allant jusqu'à et incluant 10 millions de paiements initiés;
plus
 - (e) 0,025 % de la tranche de N supérieure à 10 millions de paiements initiés.

- 5.6 Pour les établissements qui n'ont, à aucun moment, proposé des services au cours des 12 mois précédents, les autorités compétentes devraient utiliser le nombre d'opérations de paiement initiées prévu par l'établissement aux fins de sa demande d'agrément.
- 5.7 Si l'établissement ne fournit aucune prévision concernant le nombre d'opérations de paiement initiées, ou si le montant résultant de l'application du nombre prévu d'opérations de paiement initiées est inférieur à 50 000, les autorités compétentes devraient fixer la valeur de cet indicateur à 50 000 dans la formule.

Nombre de comptes de paiement accessibles à des établissements fournissant des SIC

- 5.8 Les autorités compétentes devraient calculer la valeur de l'indicateur «nombre de comptes de paiement accessibles» comme la somme des éléments suivants, où N représente le nombre de comptes de paiement différents auxquels un établissement fournissant des SIC a accédé au cours des 12 mois précédents:
- (a) 40 % de la tranche de N allant jusqu'à et incluant 10 000 comptes accessibles;
 - plus
 - (b) 25 % de la tranche de N supérieure à 10 000 comptes accessibles allant jusqu'à et incluant 100 000 comptes accessibles;
 - plus
 - (c) 10 % de la tranche de N supérieure à 100 000 comptes accessibles allant jusqu'à et incluant 1 million de comptes accessibles;
 - plus
 - (d) 5 % de la tranche de N supérieure à 1 million de comptes accessibles allant jusqu'à et incluant 10 millions de comptes accessibles;
 - plus
 - (e) 0,025 % de la tranche de N supérieure à 10 millions de comptes accessibles.
- 5.9 Pour les établissements qui n'ont, à aucun moment, proposé des services au cours des 12 mois précédents, les autorités compétentes devraient utiliser le nombre de comptes de paiement accessibles prévu par l'établissement aux fins de sa demande d'enregistrement ou d'agrément, selon le cas.
- 5.10 Si l'établissement ne fournit aucune prévision concernant le nombre de comptes de paiement accessibles, ou si le montant résultant de l'application du nombre prévu de

comptes accessibles est inférieur à 50 000, les autorités compétentes devraient fixer la valeur de cet indicateur à 50 000 dans la formule.

Orientation 6: Calcul du critère relatif au type d'activité

- 6.1 Les autorités compétentes devraient fixer à 0 la valeur de cet indicateur dans la formule pour les établissements qui sollicitent un agrément pour fournir uniquement des SIP.
- 6.2 Les autorités compétentes devraient fixer à 0 la valeur de cet indicateur dans la formule pour les établissements qui sollicitent un enregistrement pour fournir uniquement des SIC.
- 6.3 Si un établissement sollicite un agrément pour fournir à la fois des SIP et des SIC, les autorités compétentes devraient calculer le montant minimal séparément pour chaque service et additionner les montants résultants pour obtenir le montant minimal couvrant les deux services. En outre, les autorités compétentes devraient veiller à ce que les dispositions prises concernant l'ARCP ou la garantie comparable couvrent la fourniture des SIP et des SIC, compte tenu des différentes responsabilités visées aux paragraphes 2 et 3, respectivement, de l'article 5 de la PSD2.
- 6.4 Si un établissement fournit tout autre service de paiement visé aux points 1 à 6 de l'annexe I de la PSD2, parallèlement à des SIP ou à des SIC, ou aux deux, les autorités compétentes devraient calculer le montant minimal de l'ARCP ou de la garantie comparable pour la fourniture de SIP ou de SIC, ou des deux, sans préjudice des exigences relatives au calcul du capital initial selon l'article 7 de la PSD2 et/ou des fonds propres selon l'article 9 de la PSD2.
- 6.5 Si un établissement exerce également des activités autres que la fourniture des services de paiement visés à l'annexe I de la PSD2 (activités autres que les services de paiement), les autorités compétentes devraient ajouter à la formule, outre les valeurs requises pour le type d'activité que l'établissement entend fournir, la valeur de 50 000.
- 6.6 Toutefois, si un établissement qui exerce des activités autres que les services de paiement peut prouver que l'exercice de ces activités est sans incidence sur la fourniture des SIP/SIC, soit parce qu'il dispose d'une garantie contre l'engagement de sa responsabilité du fait des activités autres que les services de paiement, soit parce que l'autorité compétente a demandé l'établissement d'une entité distincte pour l'activité de prestation de services de paiement, conformément à l'article 11, paragraphe 5, de la PSD2, les autorités compétentes devraient fixer la valeur à 0 dans la formule.

Orientation 7: Calcul du critère relatif au volume de l'activité

- 7.1 Les autorités compétentes devraient calculer le montant reflétant le critère relatif au volume de l'activité pour un établissement fournissant des SIP comme la somme des éléments suivants, où N représente la valeur totale de toutes les opérations initiées par l'établissement au cours des 12 mois précédents:

- (a) 40 % de la tranche de N allant jusqu'à et incluant 500 000 EUR;
plus
- (b) 25 % de la tranche de N supérieure à 500 000 EUR allant jusqu'à et incluant 1 million d'EUR;
plus
- (c) 10 % de la tranche de N supérieure à 1 million d'EUR allant jusqu'à et incluant 5 millions d'EUR;
plus
- (d) 5 % de la tranche de N supérieure à 5 millions d'EUR allant jusqu'à et incluant 10 millions d'EUR;
plus
- (e) 0,025 % de la tranche de N supérieure à 10 millions d'EUR.

7.2 Les autorités compétentes devraient calculer le montant reflétant le critère relatif au volume de l'activité pour un établissement fournissant des SIC comme la somme des éléments suivants, où N représente le nombre d'utilisateurs des SIC (clients), où chaque client est considéré séparément, qui ont eu recours aux SIC au cours des 12 mois précédents:

- (a) 40 % de la tranche de N allant jusqu'à et incluant 100 clients;
plus
- (b) 25 % de la tranche de N supérieure à 100 clients allant jusqu'à et incluant 10 000 clients;
plus
- (c) 10 % de la tranche de N supérieure à 10 000 clients allant jusqu'à et incluant 100 000 clients;
plus
- (d) 5 % de la tranche de N supérieure à 100 000 clients allant jusqu'à et incluant 1 million de clients;
plus
- (e) 0,025 % de la tranche de N supérieure à 1 million de clients.

- 7.3 Pour les établissements qui n'ont pas proposé de services au cours des 12 mois précédents, les autorités compétentes devraient utiliser la valeur de toutes les opérations initiées dans le cas d'un établissement fournissant des SIP, ou le nombre de clients dans le cas d'un établissement fournissant des SIC, tel(le) que prévu(e) par l'établissement aux fins de son agrément/enregistrement.
- 7.4 Si l'établissement ne fournit aucune prévision concernant la valeur de toutes les opérations initiées dans le cas d'un établissement fournissant des SIP, ou concernant le nombre de clients dans le cas d'un établissement fournissant des SIC, ou si le montant résultant de l'application de la valeur prévue de toutes les opérations initiées dans le cas d'un établissement fournissant des SIP, ou du nombre de clients dans le cas d'un établissement fournissant des SIC, est inférieur à 50 000, les autorités compétentes devraient fixer à 50 000 la valeur de ces indicateurs dans la formule.

Orientation 8: Critère de la garantie comparable

- 8.1 Les autorités compétentes devraient exiger des établissements qu'ils disposent soit d'une ARCP soit d'une garantie comparable.

Orientation 9: Réexamen

- 9.1 Les autorités compétentes devraient veiller à ce que les établissements réexaminent, et au besoin recalculent, le montant minimal de leur ARCP ou de leur garantie comparable, et ce au moins chaque année.

EBA/GL/2017/08

12/09/2017

Guidelines

on the criteria on how to stipulate the minimum monetary amount of the professional indemnity insurance or other comparable guarantee under Article 5(4) of Directive (EU) 2015/2366

1. Compliance and reporting obligations

Status of these guidelines

1. This document contains guidelines issued pursuant to Article 16 of Regulation (EU) No 1093/2010¹. In accordance with Article 16(3) of Regulation (EU) No 1093/2010, competent authorities and financial institutions must make every effort to comply with the guidelines.
2. Guidelines set out the EBA's view of appropriate supervisory practices within the European System of Financial Supervision or of how Union law should be applied in a particular area. Competent authorities as defined in Article 4(2) of Regulation (EU) No 1093/2010 to whom guidelines apply should comply by incorporating them into their practices as appropriate (e.g. by amending their legal framework or their supervisory processes), including where guidelines are directed primarily at institutions.

Reporting requirements

3. In accordance with Article 16(3) of Regulation (EU) No 1093/2010, competent authorities must notify the EBA that they comply or intend to comply with these guidelines, or otherwise give reasons for non-compliance, by 13.11.2017. In the absence of any notification by this deadline, competent authorities will be considered by the EBA to be non-compliant. Notifications should be sent by submitting the form available on the EBA website to compliance@eba.europa.eu with the reference 'EBA/GL/2017/08'. Notifications should be submitted by persons with appropriate authority to report compliance on behalf of their competent authorities. Any change in the status of compliance must also be reported to the EBA.
4. Notifications will be published on the EBA website, in line with Article 16(3).

¹ Regulation (EU) No 1093/2010 of the European Parliament and of the Council of 24 November 2010 establishing a European Supervisory Authority (European Banking Authority), amending Decision No 716/2009/EC and repealing Commission Decision 2009/78/EC, (OJ L 331, 15.12.2010, p. 12).

2. Subject matter, scope and definitions

Subject matter and scope of application

5. These guidelines specify criteria and indicators on how to stipulate the minimum monetary amount of the professional indemnity insurance (PII) or other comparable guarantee to be held by undertakings that apply for:
 - i. authorisation to provide payment services under point (7) of Annex I (payment initiation services, PIS) in accordance with Article 5(2) of Directive (EU) 2015/2366 of the European Parliament and of the Council on payment services in the internal market (PSD2);
 - ii. registration to provide payment services under point (8) of Annex I (account information services, AIS) in accordance with Article 5(3) of PSD2;
 - iii. authorisation to provide both payment services under point (7) and (8) of Annex I to PSD2.
6. The guidelines also set out a formula for the calculation of the minimum monetary amount of the PII or comparable guarantee.

Addressees

7. These guidelines are addressed to competent authorities as defined in point (ii) of Article 4(2) of Regulation (EU) No 1093/2010 by reference to PSD2.

Definitions

8. Unless otherwise specified, terms used and defined in PSD2 have the same meaning in the guidelines. In addition, for the purpose of these guidelines, the following definitions apply:

Undertaking	<p>A provider that applies for authorisation to provide payment services as referred to in point (7) of Annex I to PSD2, i.e. to provide payment initiation services (PIS).</p> <p>A provider that applies for registration to provide payment services as referred to in point (8) of Annex I to PSD2, i.e. to provide account information services (AIS).</p> <p>A provider that applies for authorisation to provide payment services as referred to in points (7) and (8) of Annex I to PSD2, i.e. to provide payment initiation services (PIS) and account information services (AIS).</p>
-------------	---

3. Implementation

Date of application

9. These guidelines apply from 13 January 2018.

4. Guidelines on the criteria on how to stipulate the minimum monetary amount of the PII or other comparable guarantee

Guideline 1: Professional indemnity insurance and comparable guarantee

- 1.1 Competent authorities should consider the PII and comparable guarantee mutually exclusive and should require undertakings that apply for authorisation or registration to hold either the PII or the comparable guarantee.
 - 1.2 Competent authorities should ensure that the PII or comparable guarantee held by undertakings, for the purpose of Article 5(2) and (3) of PSD2, covers their liabilities as follows:
 - (a) in the case of undertakings that apply for authorisation to provide PIS, the liabilities specified in Articles 73, 89, 90 and 92 of PSD2;
 - (b) in the case of undertakings that apply for registration to provide AIS, liabilities vis-à-vis the account servicing payment service providers (ASPSP) or the payment service user resulting from non-authorised or fraudulent access to or non-authorised or fraudulent use of payment account information;
 - (c) in the case of undertakings that apply for authorisation to provide PIS and AIS, the liabilities referred to in both point (a) and point (b) of this Guideline.
 - 1.3 Competent authorities should also ensure that the minimum monetary amount of the PII or comparable guarantee covers costs and expenses incurred by payment service users and ASPSPs who request undertakings to refund losses resulting from one or more of the liabilities referred to in Article 5(2) and (3) of PSD2.
 - 1.4 Competent authorities should ensure that the minimum monetary amount of the PII or comparable guarantee allows undertakings to effectively meet their liabilities in relation to their activities by verifying that the PII or comparable guarantee does not have any excess, deductible or any threshold that could prejudice repayments resulting from the requests for refunds of payment service users and ASPSPs, and is valid when the liability occurs.
-

- 1.5 Competent authorities should ensure that the minimum monetary amount of the PII or comparable guarantee covers the territories in which undertakings offer services, regardless of the countries where their users are established or the place in which the services are provided.

Guideline 2: Criteria and indicators

- 2.1 When stipulating the minimum monetary amount of the PII or comparable guarantee to be held by undertakings, competent authorities should use the following criteria and their indicators:

- a. the risk profile criterion:
 - i. value of requests for refunds, for the liabilities referred to in Article 5(2) and (3) of PSD2, received by the undertaking;
 - ii. number of initiated payment transactions by an undertaking that provides PIS;
 - iii. number of payment accounts accessed by an undertaking that provides AIS;
- b. the type of activity criterion:
 - i. whether the undertaking provides exclusively PIS or AIS, or both;
 - ii. whether the undertaking provides other payment services as referred to in Annex I to PSD2;
 - iii. whether the undertaking is engaged in business other than payment services;
- c. the size of activity criterion:
 - i. for undertakings that provide PIS, the value of the transactions initiated;
 - ii. for undertakings that provide AIS, the number of clients that make use of the AIS;
- d. the comparable guarantee criterion:
 - i. specific characteristics of the comparable guarantee;
 - ii. triggers for the implementation of the comparable guarantee.

Guideline 3: Formula

- 3.1 To calculate the minimum monetary amount of the PII or comparable guarantee to be held by undertakings, competent authorities should use the following formula:

$$\begin{array}{l}
 \text{Minimum monetary} \\
 \text{amount of PII} \\
 \text{or comparable} \\
 \text{guarantee}
 \end{array}
 =
 \begin{array}{l}
 \text{Amount} \\
 \text{reflective of risk} \\
 \text{profile criterion}
 \end{array}
 +
 \begin{array}{l}
 \text{Amount} \\
 \text{reflective of type} \\
 \text{of activity} \\
 \text{criterion}
 \end{array}
 +
 \begin{array}{l}
 \text{Amount reflective of} \\
 \text{size of activity} \\
 \text{criterion}
 \end{array}$$

- 3.2 To calculate the minimum monetary amount of the PII or comparable guarantee, competent authorities should populate the indicators under each criterion with the relevant values as specified in Guidelines 5 to 7, they should calculate the amount reflective of each criterion separately by adding up the amounts reflective of the indicators and they should use the resultant amounts in the formula.
- 3.3 Values in these Guidelines are expressed in euros. In Member States where the official currency is not the euro, competent authorities may convert the amounts reflective of the criteria into the national currency equivalent.
- 3.4 The minimum monetary amount of the PII or comparable guarantee calculated by competent authorities, and by implication also by undertakings that apply for authorisation or registration, should be expressed as a figure per year.

Guideline 4: Publication

- 4.1 Competent authorities should make the criteria, the indicators and the formula publicly available in their jurisdiction, to enable undertakings to calculate the minimum monetary amount of the PII or comparable guarantee before they apply for authorisation or registration.

Guideline 5: Calculation of risk profile criterion

Value of requests for refunds received

- 5.1 When calculating the value of the indicator 'requests for refunds received', competent authorities should use the aggregated value of all requests for refunds made by the payment service users of the undertaking and by ASPSPs, in the previous 12 calendar months, for losses resulting from one or more of the liabilities referred to in Article 5(2) and (3) of PSD2.
- 5.2 If no requests for refunds have been made to the undertaking in the previous 12 months, competent authorities should set to 0 the value for this indicator in the formula.

- 5.3 For undertakings that have not offered services at any time in the previous 12 months, competent authorities should use the aggregated value of all requests for refunds forecasted by the undertaking for the purpose of its application for authorisation/registration.
- 5.4 If the undertaking does not provide any forecasts relating to requests for refunds, or if the amount resulting from the application of the forecasted total value of requests of refunds is lower than EUR 50 000, competent authorities should set to 50 000 the value for this indicator in the formula.

Number of initiated payment transactions by undertakings that provide PIS

- 5.5 Competent authorities should calculate the value of the indicator ‘number of initiated payment transactions’ as the sum of the following elements, where N represents the number of payment transactions initiated by the undertaking in the previous 12 months:
- (a) 40% of the slice of N up to and including 10 000 initiated payments;
plus
 - (b) 25% of the slice of N above 10 000 initiated payments up to and including 100 000 initiated payments;
plus
 - (c) 10% of the slice of N above 100 000 initiated payments up to and including 1 million initiated payments;
plus
 - (d) 5% of the slice of N above 1 million initiated payments up to and including 10 million initiated payments;
plus
 - (e) 0.025% of the slice of N above 10 million initiated payments.
- 5.6 For undertakings that have not offered services at any time in the previous 12 months, competent authorities should use the number of initiated payment transactions forecasted by the undertaking for the purpose its application for authorisation.
- 5.7 If the undertaking does not provide any forecasts relating to the number of initiated payment transactions, or if the amount resulting from the application of the forecasted number of initiated payment transactions is lower than 50 000, competent authorities should set to 50 000 the value for this indicator in the formula.

Number of payment accounts accessed by undertakings that provide AIS

5.8 Competent authorities should calculate the value of the indicator ‘number of accessed payment accounts’ as the sum of the following elements, where N represents the number of different payment accounts accessed in the previous 12 months by an undertaking that provides AIS:

(a) 40% of the slice of N up to and including 10 000 accessed accounts;

plus

(b) 25% of the slice of N above 10 000 accessed accounts up to and including 100 000 accessed accounts;

plus

(c) 10% of the slice of N above 100 000 accessed accounts up to and including 1 million accessed accounts;

plus

(d) 5% of the slice of N above 1 million accessed accounts up to and including 10 million accessed accounts;

plus

(e) 0.025% of the slice of N above 10 million accessed accounts.

5.9 For undertakings that have not offered services at any time in the previous 12 months, competent authorities should use the number of accessed payment accounts forecasted by the undertaking for the purpose of its application for registration or authorisation, where relevant.

5.10 If the undertaking does not provide any forecasts relating to the number of accessed payment accounts, or if the amount resulting from the application of the forecasted number of accessed accounts is lower than 50 000, competent authorities should set to 50 000 the value for this indicator in the formula.

Guideline 6: Calculation of type of activity criterion

6.1 Competent authorities should set to 0 the value for this indicator in the formula for those undertakings that apply for authorisation to provide only PIS.

6.2 Competent authorities should set to 0 the value for this indicator in the formula for those undertakings that apply for registration to provide only AIS.

- 6.3 If an undertaking applies for authorisation to provide both PIS and AIS, competent authorities should calculate the minimum monetary amount separately for each service and add the resultant amounts to get the minimum monetary amount covering both services. Furthermore, competent authorities should ensure that the PII or comparable guarantee arrangements cover the provision of both PIS and AIS, reflecting the different liabilities referred to in paragraphs (2) and (3), respectively, of Article 5 of PSD2.
- 6.4 If an undertaking provides any other payment service as referred to in points 1 to 6 in Annex I to PSD2, in parallel with either PIS or AIS, or both, competent authorities should calculate the minimum monetary amount of the PII or comparable guarantee for providing PIS or AIS, or both, without prejudice to requirements relating to the calculation of initial capital according to Article 7 of PSD2 and/or own funds according to Article 9 of PSD2.
- 6.5 If an undertaking is also engaged in business other than providing payment services as referred to in Annex I to PSD2 (non-payment services activities), competent authorities should add in the formula, in addition to the values required for the type of activity the undertaking aims to provide, the value of 50 000.
- 6.6 However, if an undertaking that is engaged in other, non-payment services, activities can prove that its engagement does not have an impact on the provision of PIS/AIS, either because it holds a guarantee that covers its liabilities arising from the other, non-payment, services activities or because the competent authority has requested the establishment of a separate entity for the payment service business, in accordance with Article 11(5) of PSD2, competent authorities should set to 0 the value in the formula.

Guideline 7: Calculation of size of activity criterion

- 7.1 Competent authorities should calculate the amount reflective of the size of activity criterion for an undertaking that provides PIS as the sum of the following elements, where N represents the total value of all transactions initiated by the undertaking in the previous 12 months:
- (a) 40% of the slice of N up to and including EUR 500 000;
plus
 - (b) 25% of the slice of N above EUR 500 000 up to and including EUR 1 million;
plus
 - (c) 10% of the slice of N above EUR 1 million up to and including EUR 5 million;
plus
 - (d) 5% of the slice of N above EUR 5 million up to and including EUR 10 million;

plus

(e) 0.025% of the slice of N above EUR 10 million.

7.2 Competent authorities should calculate the amount reflective of the size of activity criterion for an undertaking that provides AIS as the sum of the following elements, where N represents the number of users of the AIS (clients), where each client is considered separately, that made use of the AIS in the previous 12 months:

(a) 40% of the slice of N up to and including 100 clients;

plus

(b) 25% of the slice of N above 100 clients up to and including 10 000 clients;

plus

(c) 10% of the slice of N above 10 000 clients up to and including 100 000 clients;

plus

(d) 5% of the slice of N above 100 000 clients up to and including 1 million clients;

plus

(e) 0.025% of the slice of N above 1 million clients.

7.3 For undertakings that have not offered services in the previous 12 months, competent authorities should use the value of all transactions initiated in the case of an undertaking that provides PIS, or the number of clients, in the case of an undertaking that provides AIS, forecasted by the undertaking for the purpose of its authorisation/registration.

7.4 If the undertaking does not provide any forecasts relating to the value of all transactions initiated, in the case of an undertaking that provides PIS, or relating to the number of clients, in the case of an undertaking that provides AIS, or if the amount resulting from the application of the forecasted value of all transactions initiated, in the case an undertaking that provides PIS, or of the number of clients, in the case of an undertaking that provides AIS, is lower than 50 000, competent authorities should set to 50 000 the value for these indicators in the formula.

Guideline 8: Comparable guarantee criterion

8.1 Competent authorities should require undertakings to hold either the PII or a comparable guarantee.

Guideline 9: Review

- 9.1 Competent authorities should ensure that undertakings review, and if necessary recalculate, the minimum monetary amount of their PII or comparable guarantee, and that they do so at least on an annual basis.